

Cote du document:	EB 2010/99/R.13
Point de l'ordre du jour:	9
Date:	24 mars 2010
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Ressources disponibles pour engagement

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-neuvième session
Rome, 21–22 avril 2010

Pour: **Approbation**

Note aux membres du Conseil d'administration

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les représentants qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Bambis Constantinides

Directeur de la Division des services financiers

téléphone: +39 06 5459 2054

courriel: c.constantinides@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative au recours au pouvoir d'engagement anticipé, telle qu'elle figure au paragraphe 5.

Ressources disponibles pour engagement

1. Le Conseil d'administration trouvera pour information, dans la pièce jointe I du présent document, un état des ressources disponibles pour engagement et, dans la pièce jointe II, une liste des montants expressément exclus des ressources disponibles pour engagement au titre du programme ordinaire du FIDA au 31 décembre 2009.
2. La pièce jointe III présente le détail des prêts et dons soumis à la présente session du Conseil ainsi qu'une liste des projets proposés pour approbation en vertu de la procédure de défaut d'opposition pour la période de mai à septembre 2010, soit un montant total de 316,3 millions d'USD. Au taux de change en vigueur au 31 décembre 2009, ce montant équivaut à quelque 202,2 millions de DTS. L'actualisation de ces chiffres fera l'objet d'un additif au présent document qui sera distribué lors de la session.
3. La pièce jointe IV présente les ressources engagées au titre du pouvoir d'engagement anticipé (PEA) pendant la période qui s'est écoulée de 2001 à 2009, ainsi qu'une analyse plus approfondie des flux nets de ressources du 1^{er} janvier au 31 mars 2010. Les entrées nettes pour cette période sont estimées à 139,9 millions d'USD. Étant donné que les prêts et dons soumis pour approbation à la présente session du Conseil ou devant être approuvés en vertu de la procédure de défaut d'opposition pour la période de mai à septembre 2010 représentent globalement environ 316,3 millions d'USD (pièce jointe IV), le déficit de ressources qui devra être comblé en recourant au PEA s'établit à 176,4 millions d'USD.

Le pouvoir d'engagement anticipé et son plafond

4. Conformément à l'article 7, section 2 b) de l'Accord portant création du FIDA, il appartient au Conseil d'administration de fixer la proportion des ressources du Fonds à engager durant tout exercice pour des opérations. À sa vingtième session, en février 1997, le Conseil des gouverneurs a autorisé le recours au PEA en modifiant à cet effet l'Accord portant création du FIDA. Les modalités d'utilisation du PEA durant la période de la huitième reconstitution sont définies dans la résolution 154/XXXII/Rev.1. Le plafond du recours au PEA pour la période de la septième reconstitution est fixé à cinq années de rentrées de prêts, contre sept années pour la huitième reconstitution. Le montant éventuellement demandé au titre du PEA à chaque session du Conseil d'administration représentera l'excédent des engagements de prêts et de dons par rapport aux ressources disponibles pour engagement. À la fin de l'année, compte tenu des ressources nettes disponibles pour engagement ainsi que des montants additionnels utilisés au titre du PEA au cours de l'exercice, le montant reporté au titre du PEA sera ajusté en conséquence. Le montant additionnel utilisé à ce titre au cours d'un exercice donné correspondra à la simple somme des recours au PEA approuvés par le Conseil d'administration à ses trois sessions de l'année.

Recommandation

5. Compte tenu de la situation des ressources estimées au 31 mars 2010, le Conseil d'administration est invité à approuver le recours au PEA, comme suit:

Conformément à l'article 7 de l'Accord portant création du FIDA, le Conseil d'administration, prenant note du déficit actuel des ressources estimé à 176,4 millions d'USD du fait que le montant estimatif des entrées nettes pour la période de trois mois prenant fin le 31 mars 2010 est de 139,9 millions d'USD, et que le montant des engagements au titre des prêts et des dons s'élève à 316,3 millions d'USD¹, approuve l'utilisation d'un montant additionnel de 176,4 millions d'USD au titre du PEA (ces chiffres seront

¹ Le montant de 316,3 millions d'USD englobe les prêts et dons soumis à la présente session du Conseil ainsi que les projets proposés pour approbation en vertu de la procédure de défaut d'opposition pour la période de mai à septembre 2010.

actualisés dans un additif au présent document, qui sera soumis à la prochaine session du Conseil). En conséquence, le Conseil d'administration autorise le Président à conclure des accords pour les prêts et dons approuvés par le Conseil d'administration à sa quatre-vingt-dix-neuvième session, en avril 2010, et pour ceux qui doivent être approuvés en vertu de la procédure de défaut d'opposition pour la période de mai à septembre 2010. En outre, le Conseil invite le Président à lui rendre compte, à sa prochaine session et aux sessions suivantes, des ressources disponibles pour engagement, des prêts et des dons approuvés ainsi que du recours au PEA.

État des ressources disponibles pour engagement au 31 décembre 2009
(en milliers de dollars des États-Unis)

Avoirs en monnaies librement convertibles

Encaisse et placements	2 875 518	
Billets à ordre – États membres ^a	386 512	
Autres sommes à recevoir	<u>67 211</u>	<u>3 329 241</u>

À déduire:

Sommes à payer et passif exigible		(461 345)
Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP): report		(7 150)
Réserve générale		(95 000)
Prêts entrés en vigueur mais non décaissés	(2 405 277)	
Prêts approuvés et signés mais non encore entrés en vigueur	(161 268)	
Dons non décaissés	<u>(305 795)</u>	(2 872 340)
Tirage sur des billets à ordre qui n'ont pas été réglés (Voir pièce jointe II) ^a		<u>(80 861)</u>

Ressources disponibles pour engagement **(187 455)**

À déduire:

Prêts non encore signés		(405 911)
Dons approuvés mais non encore entrés en vigueur		<u>(195 732)</u>

**Ressources nettes disponibles pour engagement avant
report du PEA et flux nets 2009** **(789 098)**

^a Le montant des billets à ordre (386 512 000 USD) est un chiffre brut incluant les provisions de 80 862 000 USD et correspondant aux montants mis en recouvrement et non payés; il comprend les contributions complémentaires d'un montant de 30 000 000 USD. Le montant net des billets à ordre inclus en tant que ressources disponibles pour engagement est de 305 652 000 USD.

Résumé des flux de ressources pendant la période considérée

Montant PEA reporté au 1^{er} janvier 2009 **742 378**

Flux nets au 31 décembre 2009 (pièce jointe IV)	676 135
Engagements au titre des prêts et des dons au 31 décembre 2009	<u>(722 855)</u>
Montant PEA supplémentaire requis	(46 720)

Montant PEA reporté au 31 décembre 2009 **789 098**

Ressources disponibles pour engagement au titre du programme ordinaire au 31 décembre 2009

Montants expressément exclus
(en milliers de dollars des États-Unis)

Programme ordinaire du FIDA

**Tirages sur des billets à ordre
au titre de la contribution initiale
qui n'ont pas été réglés**

Iran (République islamique d')	29 358	
Iraq	<u>13 717</u>	43 075

**Tirages sur des billets à ordre
au titre de la première reconstitution
qui n'ont pas été réglés**

Iraq	<u>31 099</u>	31 099
------	---------------	--------

**Tirages sur des billets à ordre
au titre de la troisième reconstitution
qui n'ont pas été réglés**

République populaire démocratique de Corée	600	
Jamahiriya arabe libyenne	6 088	6 688

Total des montants expressément exclus **80 862**

Propositions de prêts et dons présentées à la quatre-vingt-dix-neuvième session du Conseil d'administration

<i>Pays/bénéficiaire</i>	<i>Nom du programme/projet</i>	<i>En USD</i>	<i>En DTS</i>
Prêts			
Bangladesh	Projet de développement et de colonisation des chars – Phase IV	47 300 000	30 248 350
Bangladesh	Projet sectoriel participatif d'aménagement hydraulique à petite échelle	22 000 000	14 069 000
Cameroun	Projet d'appui au développement des filières pour les produits de base	19 200 000	12 278 400
République dominicaine	Projet de développement économique rural dans les provinces du Centre et de l'Est	14 000 000	8 953 000
Ghana	Programme de financement rural et agricole – prêt supplémentaire	9 000 000	5 755 500
Guatemala	Programme de développement rural durable dans le département du Quiché	16 500 000	10 551 750
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Projet en faveur de partenariats productifs dans le secteur de l'agriculture	14 000 000	8 953 000
Ouganda	Projet de développement de la production d'huile végétale – Phase 2	52 000 000	33 254 000
Viet Nam	Projet en faveur de l'autonomisation économique des minorités ethniques de communes défavorisées dans la province de Dak Nong	20 000 000	12 790 000
Total		214 000 000	136 853 000
Dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD)			
Burundi	Programme de développement des filières	39 590 000	25 317 805
Érythrée	Projet de développement de la pêche	12 580 000	8 044 910
Guinée	Programme national d'appui aux acteurs des filières agricoles	8 700 000	5 563 650
Yémen	Programme de création de possibilités économiques	12 900 000	8 249 550
Total		73 770 000	47 175 915
Dons			
Centre international de recherches agricoles dans les zones arides	Amélioration des moyens de subsistance des communautés rurales dans les zones arides – Gestion durable de l'agriculture et de l'élevage	1 000 000	639 500
Guatemala	Programme de développement rural durable dans le département du Quiché	500 000	319 750
Viet Nam	Projet en faveur de l'autonomisation économique des minorités ethniques de communes défavorisées dans la province de Dak Nong	500 000	319 750
Centre latino-américain pour le développement rural – RIMISP	Le savoir au service du changement – Processus stratégiques pour un impact sur la pauvreté	1 800 000	1 151 100
Total		3 800 000	2 430 100
Projets devant être approuvés en vertu de la procédure de défaut d'opposition pour la période de mai à septembre 2010			
Nigéria	Programme de développement agricole et rural à assise communautaire (prêt)	13 000 000	8 313 500
Botswana	Projet d'appui aux services agricoles (prêt)	5 090 000	3 255 055
Botswana	Projet d'appui aux services agricoles (don)	600 000	383 700
Grenade	Programme de développement de l'accès aux marchés et des entreprises rurales (prêt)	3 000 000	1 918 500
Djibouti	Programme de mobilisation des eaux de surface et de gestion durable des terres (prêt)	3 000 000	1 918 500
Total		24 690 000	15 789 255
Total général		316 260 000	202 248 270

Analyse du recours au pouvoir d'engagement anticipé

	<i>En millions de dollars des États-Unis</i>								
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Report du PEA en début d'exercice	-	153,7	277,8	331,1	136,8	296,0	453,3	585,3	742,3
Montant net PEA utilisé/(couverture)	153,7	124,1	53,3	(194,3)	159,2	157,3	132,0	157,0	46,7
Report du PEA en fin d'exercice	153,7	277,8	331,1	136,8	296,0	453,3	585,3	742,3	789,0

	<i>En millions de dollars des États-Unis</i>	
	<i>Montant effectif</i>	<i>Montant estimé</i>
	<i>De janvier à décembre 2009</i>	<i>De janvier à mars 2010</i>
1. Ressources disponibles en début de période	0	0
Analyse des flux		
Contributions des Membres	399,0	84,5
Rentrées au titre des prêts	256,9	62,3
Annulations de prêts et de dons	51,4	15,0
Produit net des placements	110,1	19,5
Mouvements nets de change	(18,5)	0
Dépenses de fonctionnement	(122,7)	(41,4)
2. Total estimé des entrées nettes pour la période	676,2	139,9
3. Montant PEA approuvé par le Conseil d'administration en cours d'exercice	90,0	0
4. Engagements au titre des prêts et des dons^b	(722,9)	(316,3)
5. Montant PEA à EB 99^a	-	176,4
6. Montant PEA couvert par les rentrées de la période	(43,3)	0
7. Solde PEA non utilisé (=1+2+3+4+5+6)	0	0
8. Montant PEA reporté (= période précédente)	742,3	789,0
9. Montant PEA à reporter (= 3+5+6+8)^c	789,0	965,4

^a EB 99: quatre-vingt-dix-neuvième session du Conseil d'administration (avril 2010).

^b Les engagements au titre des prêts et des dons comprennent les prêts et dons, d'un montant de 316,3 millions d'USD, soumis à l'approbation du Conseil d'administration à la présente session.

^c Plafond du PEA fixé à sept ans des montants remboursés sur les prêts, soit approximativement 2,1 milliards d'USD, conformément à la définition de la huitième reconstitution. Le montant estimé du report correspond à environ 4,5 ans de remboursements des prêts.

